

protectionnistes de la part de certains des principaux partenaires commerciaux du Japon. De plus, M. Nakasone a pris la tête d'un parti divisé par les animosités personnelles et les jalousies de faction. Il devra consacrer beaucoup d'attention à dissiper certaines des rancœurs causées par la récente campagne à la présidence du PLD. Enfin, et c'est d'ailleurs la priorité qu'il s'est fixé lorsqu'il a assumé le poste de Premier ministre, M. Nakasone doit réparer les dommages qu'ont subi les relations avec l'allié le plus important du Japon, les États-Unis, notamment dans les secteurs du commerce et de la défense.

Aucun de ces problèmes n'est nouveau. Ils ont pesé sur la performance de l'administration Suzuki et ne se prêtent pas à des solutions faciles. M. Nakasone aura besoin de tous ses talents pour élaborer des politiques, acceptables sur les plans intérieur et extérieur, qui permettent au Japon de composer avec une période qui s'annonce tout aussi difficile pour le Japon que pour le reste du monde industrialisé. Le succès, ou l'insuccès, de M. Nakasone à cet égard trouvera son écho le plus direct dans les élections à la Chambre haute qui doivent avoir lieu en juin de cette année. Il se peut que M. Nakasone profite alors de l'occasion pour chercher à obtenir un vote de confiance pour son gouvernement.

Situation économique intérieure

Si on la compare à celle de la plupart des pays de l'OCDE, la performance économique reste relativement bonne, bien que le Japon se ressente lui aussi de la récession mondiale. Le ralentissement de la demande intérieure a persisté au cours de la presque totalité de 1982 alors que la récession qui frappe les principaux marchés extérieurs du Japon a réduit les exportations. Avant d'annoncer qu'il n'entendait pas demander le renouvellement de son mandat comme chef du PLD, l'ex-Premier ministre Suzuki a présenté un bloc de travaux publics et autres mesures destinés à stimuler l'économie à court terme. Il est possible qu'on ait retenu l'hypothèse d'une amélioration de la situation à partir du début de 1983, alimentée par l'amorce d'une reprise économique aux États-Unis. Ce train de mesures stimulatrices devrait accroître à 3,4 %, en regard des 2,7 % prévus antérieurement, la croissance du PNB japonais pour l'année financière 1982.

En prenant la décision de stimuler l'économie, l'ex-Premier ministre Suzuki s'est démarqué de la politique gouvernementale antérieure, caractérisée par la réduction des dépenses gouvernementales et la mise en train de réformes financières. Le Japon a la dette officielle per capita la plus élevée parmi les grandes nations industrielles, le gouvernement faisant appel au marché obligataire à long terme pour balancer les livres. Une croissance économique moins élevée que prévu a entraîné une réduction des revenus du gouvernement et ajouté aux problèmes fiscaux. Cette situation avait amené l'ex-Premier ministre Suzuki à déclarer l'état d'urgence fiscale en fin d'année dernière. Au nombre des mesures prises alors, on retrouve le gel des augmentations salariales dans la fonction publique, une réduction des subventions agricoles et la restructuration des finances des chemins de fer nationaux, largement déficitaires.